

NOTE DE RECHERCHE

LA SLOVAQUIE : DE MARIAGE CONTRACTUEL À DIVORCE DE VELOURS

N°6 : LA QUESTION NATIONALE À TRAVERS LE MONDE

PAR SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY

Candidat à la maîtrise
en sociologie à l'UQAM

NOVEMBRE 2013

En partenariat avec

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	2
1918 : La Tchécoslovaquie.....	2
La Seconde Guerre mondiale et la parenthèse de l'État slovaque indépendant.....	3
La Tchécoslovaquie, État socialiste.....	5
On ne saurait taire les événements de 1968 dans l'histoire du pays.....	7
De la fin du socialisme à l'indépendance slovaque.....	8
Conclusion.....	10

INTRODUCTION

Le cas de la Slovaquie est généralement cité comme l'exemple impeccable d'une sécession harmonieuse et pacifique — de « velours » pour reprendre l'expression consacrée —, laquelle a coïncidé avec la disparition des régimes socialistes en Europe centrale, en Europe de l'est et en Union Soviétique.

La région correspondant à l'actuelle Slovaquie a été peuplée à partir du V^e siècle par les Celtes, puis par les Sarmates et les Germains. Au VII^e siècle, c'est le peuple slave nommé « Slovaque » qui occupa ledit territoire, et ce dernier a été inclus dans le royaume de Grande-Moravie lors de sa fondation à la fin du VIII^e siècle. En 905, la Slovaquie fut envahie par les Magyars, tribu la plus importante du royaume de Hongrie. Au

XVI^e siècle survint l'invasion ottomane, mais le Royaume des Habsbourg, à la tête de la Hongrie, fut reconstitué en 1699.

La politique de germanisation pratiquée par les Habsbourg, de même que les conditions de vie miséreuses des Slovaques stimulèrent la conscience nationale de ces derniers. C'est ainsi que naquirent deux tendances « nationales », l'une en faveur de l'union avec le peuple voisin — tchèque, également slave — et à l'adoption de la langue de ce dernier, l'autre favorisant le développement d'une culture authentiquement slovaque. Il faut d'ailleurs noter que ce sont les tenants de ce dernier qui sont parvenus à faire renaître un dialecte de Slovaquie centrale. En 1867 fut créée l'Autriche-Hongrie.

1918 : LA TCHÉCOSLOVAQUIE

L'histoire est généralement connue : à la veille de 1914, deux grands axes européens existaient. D'un côté, la France, la Russie et la Grande-Bretagne étaient les forces les plus importantes de la Triple-Entente. De l'autre, il y avait la Triplice, conclue entre l'Italie, l'Empire austro-hongrois et la relativement récente entité allemande. Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie, était abattu à Sarajevo par un étudiant nationaliste serbe. Cet événement est généralement perçu comme le déclencheur de la Première Guerre mondiale, qui mit le feu à la poudrière géopolitique que

représentait l'Europe à l'époque.

Le long conflit déboucha en 1918 sur une carte continentale bien différente de celle qui précédait la Grande Guerre. Ce n'est que dès lors que les territoires tchèques furent unis à la Slovaquie pour ne former qu'un seul État. De par l'impopularité du pouvoir hongrois, et dû à certains points communs entre Tchèques et Slovaques, l'alliance slave d'Europe Centrale que constituait l'entité tchécoslovaque pouvait représenter une avenue intéressante pour la population de Slovaquie.

La convention de Pittsburgh, en mai

1918, garantissait à la Slovaquie un haut niveau d'autonomie. Cette dernière ne fut pas respectée et les tendances à la centralisation de Prague se poursuivirent,

au grand dam de ceux qui espéraient entrer dans une alliance d'intérêt qui leur serait bénéfique.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LA PARENTHÈSE DE L'ÉTAT SLOVAQUE INDÉPENDANT

En 1938, la formation d'opposition nommée Parti du peuple slovaque — qui existait depuis 1913 et qui prônait l'alliance tchécoslovaque lors de l'ère austro-hongroise — vit arriver à sa tête le député Jozef Tiso. Dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, le Parti du peuple slovaque avait évolué vers une position pronazie.

Les accords de Munich de 1938 ont mené à l'acceptation par la France et

à récupérer une partie des territoires qui lui avaient été confisqués en 1920 par le traité de Versailles et dont le texte était très punitif envers les perdants de la Guerre. La Tchécoslovaquie fut ainsi amputée des Sudètes, zone située au sud du pays où les Magyars sont majoritaires, au profit de la Hongrie. La Slovaquie fut proclamée « autonome au sein de la Tchécoslovaquie ». Le président slovaque Edvard Bénès partit immédiatement en exil, la présidence revenant à Tiso.

Mgr Tiso usa de son influence pour faire convoquer le 14 mars l'Assemblée slovaque, qui proclama son indépendance le jour même. Tiso put revenir au pouvoir non plus qu'à titre de chef du gouvernement autonome, mais en tant que président de la République indépendante de Slovaquie.

Les autres partis politiques sont alors interdits, à l'exception des deux formations vouées à représenter la minorité allemande

l'Angleterre des visées territoriales de l'Allemagne d'Adolf Hitler. Leur issue inspirera à Winston Churchill sa fameuse maxime sur le choix que les dirigeants occidentaux avaient entre déshonneur et guerre, choisissant le premier, mais récoltant néanmoins la seconde. Ceux-ci, suite à l'arbitrage de Vienne qui visait le règlement pacifique de certains litiges territoriaux, ont mené la Hongrie

et la minorité hongroise de Slovaquie. Hitler était intéressé par l'annexion de la région tchécoslovaque de Bohême-Moravie bien davantage que par le territoire slovaque. Le pouvoir allemand exigea alors à Tiso de déclarer son indépendance pour accélérer le démantèlement de la Tchécoslovaquie. Le 9 mars 1939, Tiso est destitué par Prague, ce qui n'empêche pas

Hitler de le convoquer le 13 mars afin d'exiger de lui une rapide proclamation d'indépendance. Mgr Tiso usa de son influence pour faire convoquer le 14 mars l'Assemblée slovaque, qui proclama son indépendance le jour même. Tiso put revenir au pouvoir non plus qu'à titre de chef du gouvernement autonome, mais en tant que président de la République indépendante de Slovaquie. Le lendemain, les Allemands envahissaient la Bohême-Moravie, laquelle est déclarée « protectorat ».

L'indépendance de la Slovaquie fut, pour ainsi dire, des plus limitées de par la nature collaborationniste de son régime, qui se comporta dans les faits comme un satellite de l'Allemagne nazie, persécutant juifs, tziganes et tchèques. Selon François Fejtö, le calcul d'une telle soumission intégrale à la politique allemande – pour un régime dont l'idéologie relevait davantage du national-catholicisme à la Franco que du nazisme — était la restitution des territoires slovaques méridionaux — peuplés de Hongrois — qui avaient été confisqués au profit de la Hongrie lors de l'arbitrage de Vienne¹.

Comme dans l'ensemble des pays occupés ou soumis à des régimes collaborationnistes, une certaine résistance s'ensuivit, mais elle connut des débuts plutôt modestes de par l'enthousiasme populaire vis-à-vis de la perspective de l'indépendance nouvellement acquise.

Les pros-Tchèques composaient son noyau dur, ce qui semblait aller de soi dans la mesure où l'indépendance slovaque avait eu à s'appuyer sur l'Allemagne nazie pour advenir. Après une insurrection sanglante en 1943, c'est véritablement en 1944 que la résistance connut son essor, à mesure que Berlin était de plus en plus strict dans

L'indépendance de la Slovaquie fut, pour ainsi dire, des plus limitées de par la nature collaborationniste de son régime, qui se comporta dans les faits comme un satellite de l'Allemagne nazie, persécutant juifs, tziganes et tchèques.

ses exigences vis-à-vis de ses alliés, et alors que le vent de la Guerre venait de tourner en faveur des Alliés. Ajoutons également que ce n'est que lors du bris de l'alliance entre Soviétiques et Allemands que les communistes entrèrent massivement dans la résistance.

À mesure que l'armée soviétique « libérait » la Tchécoslovaquie, les troupes permettaient en priorité au Parti Communiste de s'installer dans la plupart des régions soumises à leur contrôle, préparant la suite des choses. Cela n'empêche pas qu'au départ, suite à la conférence de Yalta où la Tchécoslovaquie recomposée témoignait d'une croyance naïve en l'entente est-ouest, les communistes participèrent d'abord au jeu électoral.

¹ François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires Tome 1. L'ère de Staline*, Éditions du Seuil, 1952, p. 80, 382 pages.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE, ÉTAT SOCIALISTE

Nous avons donc pu constater que le rapport des deux peuples face à la construction tchécoslovaque relevait d'un certain contractualisme, mais que dans l'ensemble, jamais ils n'ont acquis de conscience nationale commune. Il faudra ici s'attarder sur la longue expérience communiste, car ce n'est pas un hasard si c'est cette dernière qui mena la Tchécoslovaquie à son démantèlement.

Nulla conception unique n'est entretenue par les marxistes vis-à-vis de l'idée de nation. Les rapports des communistes

Nous avons donc pu constater que le rapport des deux peuples face à la construction tchécoslovaque relevait d'un certain contractualisme, mais que dans l'ensemble, jamais ils n'ont acquis de conscience nationale commune.

avec le nationalisme sont complexes. Sous Staline et pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Union Soviétique a su réembrasser le patriotisme, qui s'est traduit dans les républiques soviétiques par une russification forcée brutale. L'URSS a retrouvé sa position d'empire, et le partage post-Guerre a fait de l'Europe de l'Est la chasse gardée de Moscou. Cependant, contrairement à la Roumanie, à la Hongrie et à la Bulgarie, la Tchécoslovaquie bénéficiait d'un certain équilibre et pouvait véritablement aspirer à être le carrefour de l'Est et de l'Ouest.

Pour les Tchèques, l'Union Soviétique

bénéficiait d'un certain prestige de par le fait que Moscou n'avait pas pris part à l'humiliation de l'accord de Munich. Pour les Slovaques, l'URSS était responsable de la réunification des deux entités. Le Parti Communiste tchécoslovaque était en position de force. Lors de l'élection de mai 1946, le PCT obtint 38,12 % des voix à l'échelle du pays, dont 40,17 % en République tchèque, mais seulement 30,37 % en Slovaquie, loin derrière le parti démocrate — qui obtenait 62 %. Force est d'admettre que l'idéologie pan-

nationale de « voie tchécoslovaque vers le socialisme » — pour reprendre la formule du chef communiste Klement Gottwald — motivait davantage la majorité tchèque que la minorité slovaque.

Si la plupart des analystes estiment que la tradition démocratique et libérale est beaucoup plus présente chez les Tchèques que chez les Slovaques, ce sont plutôt les premiers — à cette période — que le communisme a charmés.

Deux ans après le scrutin, à mesure que le PCT accroissait son contrôle, que plusieurs grandes entreprises furent nationalisées et que le pays s'engageait sur la voie de la planification économique, le pays était sous la gouverne d'un « Front national » où les communistes détenaient une influence prépondérante. Les tensions entre ceux-ci

les autres formations – notamment les sociaux-démocrates — ne cessèrent d’augmenter perpétuellement jusqu’à ce que le Front national ne change son programme, désormais sous le contrôle total du PCT et à la suite de démissions de ministres non communistes, pour viser à la fois l’épuration des partis politiques et le renforcement de l’alliance avec l’URSS et les États slaves. La police politique devint active, à mesure que les arrestations se multipliaient. C’est dans un climat de terreur que se déroula le nouveau scrutin, où le nouveau « Front national » obtint – sans adversaires — la quasi-unanimité des suffrages. Après avoir refusé de ratifier la nouvelle Constitution socialiste, le président Bénéš – qui avait été à l’avant-garde de la lutte antifasciste — démissionna quelques jours après l’élection en prétextant des problèmes de santé. C’est ainsi au chef communiste Gottwald que la présidence du pays revint. Ce processus fut retenu par l’histoire sous le nom de « Coup de Prague » de 1948.

Au cours des années suivantes, la bolchevisation du Parti Communiste – qui se campait désormais sur les méthodes staliniennes en matière de terreur et de propagande de masse —, la collectivisation agricole, la mise au pas des Églises et les campagnes d’industrialisation — autant de phénomènes survenant simultanément dans l’ensemble des « démocraties populaires » — achevèrent de satelliser totalement la Tchécoslovaquie.

En 1952, le procès Slansky illustrait éloquemment le nouveau climat, lequel n’était pas sans rappeler l’atmosphère moscovite de la décennie 1930 :

Rudolph Slansky, secrétaire général du PCT, est accusé de « titisme » — en référence au président yougoslave, seul chef communiste de la région à être hostile à Staline — puis exécuté à la suite de grands procès inaugurant de profondes purges au sein de l’appareil d’État. L’écrivain tchécoslovaque Jan Prochazka qualifia d’ailleurs cette ambiance de « stalino-tsarisme²».

Puisque nous traitons ici d’un cas national, la dimension de l’enjeu identitaire qu’est son expression artistique mérite que l’on s’y attarde brièvement. Sous le régime socialiste, et à l’instar de l’ensemble des États totalitaires, la culture n’échappait pas à la planification bureaucratique centralisée. Semblable au « réalisme socialiste » en URSS, art pseudo-populaire visant la transmission d’une conscience et d’une fierté révolutionnaire, on imposait aux artistes de relayer la propagande officielle du régime. Au sein des différents ordres artistiques, étroitement encadrés par l’État, la seule finalité de l’art — telle que présentée — est son inscription dans la vision socialiste de l’activité sociale, auquel cas l’existence de l’artiste serait inutile. Les peuples tchèque et slovaque ont ainsi été étouffés dans leurs expressions culturelles en elles-mêmes.

Suite à la mort du dictateur soviétique en 1953, le nouveau leader de Moscou Nikita Khrouchtchev engagea le monde socialiste sur la voie de la « déstalinisation », soit sur la liquidation — dont la profondeur n’a pas atteint celle qui était escomptée — de

² Cité dans Fejtő, 1952 p. 365

l'héritage stalinien pour sauver les bases léninistes du parti, soit de dissocier le système de son produit le plus excessif. On peut qualifier la tentative, à l'instar de Jean-François Soulet, professeur à l'Université de Toulouse-Le Mirail, de « virage manqué de la décennie³ », mais il

n'en demeure pas moins que, si le régime ne renonçait pas à ses visées impériales, l'heure n'était plus à la recherche sécuritaire de la pureté idéologique des citoyens et des communistes.

ON NE SAURAIT TAIRE LES ÉVÉNEMENTS DE 1968 DANS L'HISTOIRE DU PAYS

En 1967, suite à la répression de nombreuses critiques émanant du Congrès des écrivains tchécoslovaques, le leadership du président Novotny était remis en question. Le premier secrétaire de l'aile slovaque du Parti Communiste, Alexander Dubcek, dénonçant les abus de pouvoir, ajouta la caution du nationalisme slovaque à une aile réformatrice déjà en marche. C'est avec l'aile la plus libérale que Dubcek parvint à être élu Premier Secrétaire du Parti Communiste le 5 janvier 1968. La chose fut de brève durée : le nouveau leader laissa miroiter la perspective d'un « socialisme à visage humain ». L'emprise de l'État fut alors remise en question, alors que se côtoyaient diverses promesses d'autonomisation sociale, de respect des droites de la personne et de réhabilitations des victimes des grandes purges. Cet éphémère « printemps de Prague » stimulait les sensibilités libérales de vastes couches de la population tchèque – à commencer par les étudiants et les intellectuels — tandis que le nationalisme slovaque — auquel Dubcek était sensible — a

pu également trouver son compte dans cette redéfinition des rapports entre État et société. De fait, la tentative de décentralisation ne pouvait qu'amener un réaménagement de la relation entre bureaucratie étatique et communautés nationales. C'est ainsi que, dans un climat d'effervescence démocratique, fut voté l'établissement d'un régime fédéral.

Que le « socialisme à visage humain » soit davantage resté à l'étape du plan que de la réalisation concrète n'en a pas moins mené aux événements tragiques demeurant bien connus soit l'invasion de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie⁴ le 21 août 1968, ramenant plutôt la Tchécoslovaquie sur la voie de la consolidation du vieux modèle.

³ Jean-François Soulet, *L'Empire stalinien. L'URSS et les pays de l'Est depuis 1945*, Librairie Générale Française-Livre de Poche, 2000, p. 91, 253 pages.

⁴ Alliance et contrepoids à l'Organisation de l'Alliance du Traité de l'Atlantique-Nord entre la plupart des pays communistes, soumis dans les faits à l'autorité de Moscou.

DE LA FIN DU SOCIALISME À L'INDÉPENDANCE SLOVAQUE

Les régimes socialistes ont généralement été créés avec une date d'expiration incertaine, mais réelle. La dynamique dans laquelle ces derniers ont été enfermés a été la suivante : ils avaient le choix entre le maintien intact des structures obèses et oppressives — lequel aurait mené à leur épuisement — et la tentation de se réformer, ce qui aurait eu mené à l'accélération de l'implosion du système. Les événements de 1968 à Prague ont annoncé, à l'avance, ce qui adviendrait en 1989 alors que les régimes — désormais dénués de projets collectifs — étaient au

Les régimes socialistes ont généralement été créés avec une date d'expiration incertaine, mais réelle. La dynamique dans laquelle ces derniers ont été enfermés a été la suivante : ils avaient le choix entre le maintien intact des structures obèses et oppressives — lequel aurait mené à leur épuisement — et la tentation de se réformer, ce qui aurait eu mené à l'accélération de l'implosion du système.

bord de l'effondrement sans que cette réalité fût réellement perceptible.

Pendant la décennie 1980, la Tchécoslovaquie, qui était l'une des dix premières puissances économiques pendant l'entre-deux-guerres, était désormais au quarantième rang⁵. Les circonstances étant réunies pour un changement de régime, il ne suffisait alors que d'un événement déclencheur.

Et ce dernier est venu d'Union Soviétique, alors que l'administration Gorbatchev engagea l'empire sur la voie de la double ouverture à la liberté d'expression et à l'entreprise privée pour sauver les bases du socialisme. Mais ce qui se voulait au départ une initiative limitée et encadrée déboucha sur un véritable tsunami, alors que les dominos qu'étaient les États communistes en Europe de l'Est tombèrent l'un après l'autre sans que Moscou intervienne activement pour freiner l'effondrement irréversible de son empire.

Contrairement à 1968, ce n'est pas cette fois de réforme du socialisme dont il est question, mais de son renversement au profit de l'avènement de la démocratie parlementaire.

En quelques jours, et sans violence, le régime est tombé. Le récit nous donne l'impression d'une accélération dramatique de l'histoire : le 17 novembre 1989, mobilisation d'étudiants; manifes-tations et grève générale tout au long du mois; 19 novembre, formation d'une coalition d'opposition nommée Forum civique; fin décembre, élection du dramaturge Vaclav Havel à la présidence du pays; janvier 1990, mise en minorité du Parti Communiste au parlement suite à plusieurs démissions d'élus; juin 1990, élections au parlement où le Forum

⁵ Antoine Marès, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Perrin, 2005 [1995], p. 433, 487 pages.

civique récolte une forte majorité de sièges en pays tchèques et son pendant slovaque Public Contre la Violence l'emporte aisément également, les deux groupes nationaux défaisant ainsi les communistes.

C'est autour de l'ampleur et de la rapidité des réformes à entreprendre que les premières dissensions sont apparues. Pour Vaclav Klaus, adepte des théories néolibérales, il fallait entreprendre un mouvement rapide de privatisations et d'inscription à l'économie de marché. C'est dans cette direction que le pays s'engagea finalement, profitant bien davantage aux Tchèques qu'aux Slovaques, les premiers étant beaucoup plus prêts à affronter la concurrence internationale que les seconds. François Fejtö note par ailleurs que la Tchécoslovaquie, de par les structures de son caractère fédéral – entre autres facteurs —, était un des pays les moins attrayants pour les capitaux étrangers⁶. La situation nationale demeurait toujours problématique à l'ère post-communiste. Pour les Slovaques, la piètre situation économique et sociale était le fait du centralisme de Prague, qui avait tendance à projeter l'image d'une certaine indifférence. Selon l'historien Antoine Marès, il n'y avait pas alors de volonté claire d'indépendance chez les Slovaques, qui jonglaient plutôt simplement avec une aspiration à

l'affirmation nationale, qui n'avait pas nécessairement à se réaliser à l'intérieur d'un État indépendant.

Le contexte politique et économique n'était guère réjouissant, alors l'apprentissage de la liberté qui vient avec la transition vers la démocratie et vers le marché n'était pas une mince tâche. Entre 1989 et 1992, la production industrielle a baissé de 40 %. En mai 1992, de nouvelles élections furent tenues et résultèrent en un parlement polarisé entre les deux formations qui avaient toutes les deux recueilli un peu

La conjoncture politique était donc en place pour que le « divorce de velours » succède à la révolution de velours. La seconde avait rétabli les droits individuels fondamentaux, la première allait désormais réhabiliter l'État nation dans un contexte de mondialisation, laquelle forçait le continent européen à redéfinir la nature du lien existant entre ses différents pays.

plus de 33 % des suffrages : le parti du néolibéral Vaclav Klaus d'un côté, les nationalistes slovaques de l'autre. Ainsi, nous assistions à la fragmentation politique entre un peuple souhaitant s'engager sur la voie de réformes rapides et profondes, et un autre incapable de lui suivre dans cet objectif et titillé par sa volonté séculaire d'être maître de son destin. La conjoncture politique était donc en place pour que le « divorce de velours » succède à la révolution de velours. La seconde avait rétabli les droits individuels fondamentaux, la première allait désormais réhabiliter l'État nation dans un contexte de mondialisation, laquelle forçait le continent européen à redéfinir la nature du lien existant entre ses différents pays.

⁶ François Fejtö, *La fin des démocraties populaires. Les chemins du postcommunisme*, Éditions du Seuil, 1997 [1992], p. 464, 594 pages.

Plusieurs Tchèques témoignaient ainsi d'une volonté de se débarrasser de la Slovaquie, perçue par plusieurs comme un fardeau. C'est donc pour faire le choix de l'Europe plutôt que celui des Balkans, pour reprendre la formule d'un hebdomadaire tchèque⁷, ce qui explique le calme – et même la complaisance — adopté par Prague à l'égard de l'indépendance de la Slovaquie. C'est en juillet 1992 que fut adoptée à

Bratislava la déclaration de souveraineté de l'État slovaque. Le héros de 1989, Vaclav Havel, n'y survécut pas politiquement et renonça alors à la présidence. La Constitution slovaque a par la suite été votée le 1er septembre, tandis que la nouvelle République tchèque faisait de même en décembre. C'est le 1er janvier 1993 que les deux pays naissaient officiellement.

CONCLUSION

La Slovaquie est aujourd'hui, à l'instar de la République tchèque, un pays slave à majorité catholique⁸. Tout comme son voisin tchèque, la République slovaque affiche une volonté de s'occidentaliser. Le pays est membre de l'OTAN et de l'Union européenne depuis 2004. Les débuts ont été ardues sur la scène géopolitique, alors que la Slovaquie n'a jamais su sur qui s'aligner complètement entre la Russie et l'Occident. C'est en 1998 que la République a clairement choisi la seconde option.

Mais le portrait n'est pas aussi emballant qu'en République tchèque : l'augmentation du chômage a été beaucoup plus rapide et la reconversion des grands complexes industriels hérités de l'ère socialiste a été très difficile. Le développement industriel de la Slovaquie n'avait d'ailleurs débuté que vers le milieu du XX^e siècle, l'absence

de ressources minières importantes ayant freiné considérablement cet essor. Le rattrapage n'en a pas moins été fulgurant, alors que le PIB a augmenté de 0,35 % entre 1990 et 1999. Depuis les dernières années, la Slovaquie bénéficie du marché européen et n'est de ce fait aucunement laissée à elle-même, même si son taux de chômage reste légèrement plus élevé que la moyenne européenne. Le rattrapage a finalement su s'opérer.

Politiquement, les scandales ont été nombreux et l'abstention, expression électorale du cynisme populaire, a été au départ plutôt élevée. En 1998, le pouvoir n'en a pas moins choisi de rompre avec son angle chauvin et populiste afin de se « respectabiliser » au niveau occidental et de démontrer sa nature fondamentalement européenne. La République slovaque est alors sortie de sa marginalité et de son isolement.

Les débuts ont ainsi assurément été difficiles, mais contrairement à d'autres ex-régimes communistes, l'apprentissage de la liberté ne s'opérait pas uniquement sur le plan des

⁷ Cité dans Marès, 2005, p. 440

⁸ Précisons la donnée : en Slovaquie, 60 % de la population est de religion catholique. En République tchèque, les catholiques ne forment pas la majorité absolue, mais n'en constituent pas moins le groupe religieux le plus important.

institutions démocratiques et des droits fondamentaux. Dans le cas slovaque, s'ajoute à cette dimension l'acquisition de nouvelles responsabilités venant avec la pleine indépendance de son État. Les Tchèques et les Slovaques étaient de toute façon soumis à une évolution asymétrique, et coexistaient dans deux pays différents qui n'en portaient tout simplement pas le titre encore. Les différentes unions tchécoslovaques semblaient dénoter d'un contractualisme assez évident, ou encore de circonstances exceptionnelles comme l'issue de deux guerres mondiales.

La jeune Slovaquie a eu à se remettre de l'expérience communiste, étrange phénomène historique auquel la moitié du monde a été soumise pendant un demi-siècle. Outre la confiscation impérialiste de la Tchécoslovaquie par Moscou de son destin occidental, le régime en lui-même reposait sur une volonté de transformation radicale

Les débuts ont ainsi assurément été difficiles, mais contrairement à d'autres ex-régimes communistes, l'apprentissage de la liberté ne s'opérait pas uniquement sur le plan des institutions démocratiques et des droits fondamentaux.

de la nature humaine. L'être humain a pourtant démontré ne pas être une disquette reprogrammable au bon vouloir des doctrines étatiques. Parmi les éléments de l'identité humaine figure le patrimoine national de chacun et ce dernier a survécu aux tentatives idéologiques de l'extirper.

Des nations ayant été soumises à un fédéralisme centralisé niant les cadres patriotiques n'ont pas eu la chance

de vivre une transition progressive et pacifique après la fin de ce type de régime. Ce fut le cas, par exemple, de la Yougoslavie qui a implosé par de sanglantes guerres ethniques. En Slovaquie, où la minorité hongroise constitue 9 % de la population totale et a longtemps été la source de complexification des rapports avec la Hongrie, le nationalisme s'est relativement rapidement muté pour embrasser les principes de la démocratie libérale.

L'État slovaque — à l'instar de la République tchèque — a eu à définir ses propres référents, ne détenant pas de destin tracé par une éventuelle tradition politique antérieure. Ainsi, le contexte mondial est grandement garant de son avenir. Mais le pays slovaque indépendant reste une construction récente et le temps ne pourra, probablement, que jouer en sa faveur si on se fie à l'ampleur des progrès

enregistrés par celui-ci depuis qu'il est libre de son destin. On peut réfléchir plus vastement sur la réalité des nations et la

tentative qu'ont certaines idéologies de les étouffer.

L'histoire des « démocraties populaires » nous démontre bien la dynamique des systèmes bureaucratiques centralisés et autoritaires, lesquels sont coincés entre la tentation de se réformer — ce qui accélère l'implosion du régime — et de maintenir intactes ses structures d'emprise totale sur la société — dont la logique mène également à leur

essoufflement éventuel. Le Printemps de Prague indiquait d'une manière très éphémère la première éventualité, annonçant à l'avance les événements de 1989.

Le XX^e siècle est porteur, comme nul autre, de leçons éternelles. Parmi celles-ci : on ne peut effacer d'un trait les individus, les collectivités et leurs aspirations naturelles à la liberté, même à coup d'assassinats, de prises d'otages, de menaces, d'encadrement et de propagande massive. Aussi, on ne peut étouffer la réalité des peuples et la tentation qu'ont certains de les déraciner

peut conduire paradoxalement à leur renaissance.

Le XX^e siècle nous enseigne aussi que tout système fondé sur la volonté de modifier la nature fondamentale de l'être humain, de décider de ses actions et de ses pensées, relève — dans sa finalité même du totalitarisme le plus pur. L'être humain n'est pas une disquette reprogrammable au bon vouloir des idéologues qui parviennent à prendre le contrôle de l'État. L'humain est aussi, heureusement, capable de révolte lorsqu'il sent que l'on porte atteinte à sa dignité fondamentale.

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca